



Une mise à jour de l'ACSEF sur la révision de nos positions organisationnelles

Le 6 octobre 2022 (Ottawa, ON) : L'Association canadienne des Sociétés Elizabeth Fry (ACSEF) a été fondée en 1978. Notre organisme n'a cessé d'évoluer depuis, tout comme nos positions et nos approches en matière de défense des droits. Nous ne sommes plus l'ACSEF que nous étions il y a trois, dix ou quarante ans. Cependant, nous sommes responsables des décisions et des positions qui ont été prises à cette époque.

Lors de notre AGA de juin 2022, nos membres ont adopté à l'unanimité une motion visant à réévaluer toutes les positions prises par l'ACSEF il y a plus de dix ans. Parmi ces positions figure notre position sur le travail du sexe, qui appelait à l'époque à une mise en œuvre d'un modèle qui criminalise certains aspects du travail du sexe.

Au cours des dernières années, nous avons travaillé avec nos membres et nous avons appris des organismes et des collectifs de défense des droits des travailleuses et travailleurs du sexe. Nous faisons aujourd'hui publiquement le premier pas vers un changement nécessaire, qui se doit d'être aligné sur notre objectif général d'un monde sans prisons, avec des communautés solides disposant de ressources suffisantes.

Il est particulièrement important à ce stade de reconnaître publiquement que nous réexaminons notre position sur le travail du sexe, car une contestation constitutionnelle des lois pénales sur le travail du sexe fait actuellement son chemin à la Cour supérieure de l'Ontario. Nous sommes également régulièrement témoins des préjudices que la criminalisation du travail du sexe cause aux femmes et aux personnes de diverses identités de genre. L'ACSEF reconnaît que sa position passée sur le travail du sexe, et ses efforts de défense des droits qui en ont découlé, ont causé du tort aux communautés mêmes avec lesquelles elle souhaite travailler en solidarité.

Nous nous réjouissons de continuer à travailler avec nos membres, avec les organismes de défense des droits des travailleuses et travailleurs du sexe et avec le secteur en général pour actualiser et mettre en œuvre dès que possible une position nouvellement révisée.

Pour tout commentaire :

Emilie Coyle
Directrice générale, ACSEF
ecoyle@caefs.ca